

Parti Révolutionnaire Communistes

99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

Mai 1968, mai 2018: les enseignements, les perspectives

L'assemblée débat du 14 mai consacrée à : « Mai 1968, mai 2018 : enseignements et aux perspectives » a été un succès tant par la participation que par la tenue du débat lui-même. Après une brève introduction que nous reproduisons ci-dessous, le débat a porté sur l'analyse des événements de 1968 et leur portée. Les participants ont souligné la nécessité, dans les luttes qui se développent aujourd'hui, de la bataille politique contre le capital pour conquérir le pouvoir économique et politique. Cela nécessite l'activité du parti révolutionnaire à contrario des manœuvres politiciennes pour se placer en alternative sans risque pour le capital. Des camarades du Parti Communiste de Grèce nous ont fait l'honneur de leur participation et sont intervenus dans le débat. Les participants membres ou non du Parti Révolutionnaire COMMUNISTES ont jugé utile de se revoir pour continuer le débat et aider au développement des luttes et de la bataille politique.

L'introduction au débat

1. Mai 1968 n'est pas arrivé par hasard.

Il est de bon ton aujourd'hui dans les *média*, dominés par le grand capital, de présenter Mai 1968 comme une révolution des mœurs dans une société figée et traditionnelle qui se serait libérée des carcans du passé. Ce schéma est éminemment réducteur, pour comprendre l'irruption des luttes sociales de masse en mai 1968 il convient de rappeler quelques faits.

En 1958, le coup d'état qui amène de Gaulle au pouvoir en liquidant la IV^e République, issue des luttes pour la libération de la France du joug nazi, marque le début d'un développement nouveau du capitalisme monopoliste en France et son intégration plus poussée dans la concurrence mondiale. Les conquêtes sociales de la libération sont un obstacle pour le développement des monopoles à l'échelle mondiale. La guerre en Algérie menée par la France contre le peuple algérien se termine en 1962 par l'indépendance de l'Algérie. Ces années de 1945 à 1975, que certains nomment les : « 30 glorieuses » au regard du développement économique du pays ne sont pas le paysage idyllique que s'emploient à présenter les laudateurs du capitalisme. Si la richesse produite augmente, ce sont surtout les profits capitalistes et non les salariés qui en touchent la plus grande part. Les salaires sont bas et les conditions de vie difficiles. Le manque de logements est criant, rappelons nous le cri et l'action de l'Abbé Pierre, et il existe de grands bidonvilles à la proche périphérie des grandes villes. La sécurité sociale, conquête des luttes de la Résistance est attaquée, les retraités sont en général pauvres et l'exode rural s'accélère offrant aux patrons une main d'œuvre à bon marché. L'enseignement supérieur est réservé à une petite minorité issue des classes possédantes.

Le coup d'état de 1958 a affaibli le PCF, toutes les autres forces politiques, y compris le parti socialiste (SFIO), se sont rangées sous la houlette de de Gaulle, l'anti-soviétisme, l'anti-communisme et l'anticégétisme sont le fond de commerce nécessaire pour museler les luttes ouvrières et des salariés. Cependant à

partir de 1961-62 on assiste à une remontée des luttes menées par la CGT. Les questions des salaires, de l'emploi et des conditions de travail sont au cœur des revendications populaires. En 1962, le pouvoir gaulliste qui a décrété la réquisition des mineurs en grève générale subit un échec cuisant. Les mineurs ne reprennent pas le travail, ils sont soutenus par une large fraction de la population et ils contraignent le pouvoir à négocier. A partir de 1962, on assiste à une remontée des luttes sociales dans tout le pays et dans de nombreuses professions. Contre la guerre du Vietnam menée par l'impérialisme américain une partie de la jeunesse se bat. Des forces politiques seul le PCF se prononce clairement contre cette guerre impérialiste et pour la paix.

2. Mai 1968, dix millions de grévistes, des manifestations monstres.

Devant les blocages du patronat face aux revendications des salariés, l'affaiblissement du pouvoir gaulliste, la montée des luttes est perceptible. Dès 1967 de nombreux conflits éclatent, chez Rhodiaceta à Besançon, au chantier naval de Saint Nazaire, à Caen dans l'industrie métallurgique et mécanique...C'est dans ce contexte que l'année 1968 commence.

Le 1er mai 1968 marque un tournant que le journal « *Le Monde* » décrit ainsi : « *La manifestation qui s'est déroulée mercredi 1er mai après-midi à Paris, à l'appel de la CGT et du parti communiste, a été, de loin, la plus importante de celles qui, sur l'ensemble du territoire, ont marqué la fête du travail.*

Pour la première fois depuis quatorze ans, la grande centrale syndicale et le PC ont renoué avec la tradition des défilés du 1er mai, interrompue en 1954 par le gouvernement Laniel, en raison des graves incidents survenus le 14 juillet précédent. La population de la capitale a largement répondu à un appel auquel avaient refusé de se joindre les unions syndicales parisiennes CFDT et FO en estimant qu'une telle manifestation n'entraîne pas dans leurs coutumes.

En fait, si l'initiative de la journée revenait officiellement à la CGT les cégétistes ne voulaient pas se prêter à un mouvement politisé par la présence des communistes. Dès lors, la FGDS (Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, regroupant le Parti Socialiste et la Convention des Institutions Républicaines de F. Mitterrand) avait également décliné l'invitation. Le PSU (Parti Socialiste Unifié), pour sa part, l'avait acceptée, et M. Claude Bourdet prit place sur l'estrade improvisée avec un camion, au pied de la colonne de Juillet ».

Dans le même temps, le mouvement étudiant prend de l'ampleur. Presque toutes les écoles et universités sont fermées et occupées. Les manifestations étudiantes sont réprimées violemment en prenant prétexte des agissements de groupes provocateurs. Les dirigeants du mouvement étudiant pour la plupart profondément anti-cégétistes et anti-communistes s'emploient à dévier le mouvement de masse dans des pratiques d'affrontement bien utiles au pouvoir et susceptibles d'alimenter l'exigence d'un changement sans risque pour le capital. Le bouillonnement est intense et se mêlent aux revendications sociales des exigences de changement de la société.

Les occupations d'usines et de services se multiplient et l'on compte au maximum de la lutte près de dix millions de grévistes. Le 13 mai, c'est une manifestation de près d'un million de personnes qui se déroule dans le calme à Paris.

3. Mai 1968 hante encore les esprits des classes possédantes.

Si les hommes politiques du capital ne veulent retenir de Mai 1968 que le : « *côté sociétal* » d'épanouissement de la liberté individuelle à rapprocher de la liberté d'entreprendre chère au patronat, laissant de côté les revendications sociales, le titre de l'hebdo Valeurs actuelles : « *Mai 68 l'héritage maudit* » en dit long sur la crainte qu'a fait naître ce mouvement. Dans ce rapport de forces inédit, il y avait bien de quoi faire réfléchir le patronat et le gouvernement tant le mouvement de lutte des travailleurs et de la jeunesse fut intense, massif et porteur d'aspirations à des changements profonds de société.

Les négociations sociales baptisées de : « *Grenelle* » entre les organisations ouvrières, le patronat et le gouvernement de l'époque, ne conduisent pas à un accord, la CGT ayant refusé de signer, mais à un constat de négociations dont les travailleurs en lutte sont appelés par la CGT à évaluer la portée. **Les résultats sont importants. Ils montrent que seule la lutte de masse unie et solide des travailleurs peut conduire à des résultats tangibles.**

- une augmentation de 35 % du SMIG (Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti) et de 10 % en moyenne, pour les autres salaires.
- Reconnaissance du droit syndical à l'entreprise.
- Patronat et syndicats décident de conclure rapidement un accord sur la durée du travail en vue d'aboutir à la semaine de 40 heures.
- Les journées de grève seront récupérées et un acompte de 50 % sera versé aux salariés ayant subi des retenues de salaire.

Trois jours plus tard, de Gaulle de retour à Paris après avoir rencontré le général Massu en Allemagne la veille, et conforté par une énorme manifestation de la droite sur les Champs-Élysées, décide la dissolution de l'Assemblée Nationale et provoque des élections législatives. Dans la foulée, de Gaulle amnistie les putschistes de l'OAS, dont les généraux Salan, Challes... Le 30 juin 1968 le triomphe des gaullistes de l'UDR (Union pour la Défense de la République) (293 sièges sur 487) met un terme à cette période de luttes sociales et politiques intenses.

4. Mai 1968 se termine par une faillite politique des forces dites du changement social.

La question que l'on doit se poser est donc bien celle du lien entre les luttes sociales et les avancées politiques qu'elles rendent ou non possibles. Pourquoi alors que la France connaît en 1968 un des plus fort conflit social où participent des millions de salariés, la conclusion politique en est le succès du parti du capital au pouvoir, la défaite électorale de l'opposition de gauche et le recul sensible du PCF ?

Si les forces social-démocrates se réorganisent autour de la FGDS dans la perspective d'une victoire électorale de F. Mitterrand à une prochaine élection présidentielle, (il faudra quand même attendre 1981), elles s'emploient à se présenter comme la seule alternative à gauche capable de remplacer le pouvoir gaulliste largement usé par l'exercice du pouvoir. Face à un PCF qui pèse dans la vie politique, ces forces ne lésinent pas sur les discours faisant référence au socialisme tout en tirant à boulets rouges sur l'URSS. Leur objectif est bien de supplanter le PCF et d'être candidates à la gestion des affaires du grand capital. En mai 1968, elles participent à toutes les actions de recomposition à gauche et en particulier au meeting de Charlety où se retrouvent toutes les forces réformistes de « l'extrême gauche maoïste » aux « radicaux de gauche » en passant par les auto-gestionnaires de la CFDT. Pour eux : « *le pouvoir n'est pas à prendre mais à ramasser* ». De fait, ils se désignent comme l'alternative à la gestion des affaires du capital. Le ciment commun de ce rassemblement, c'est l'anti-communisme et l'anti-cégétisme. Le PCF qui s'est donné une stratégie de programme commun avec le Parti Socialiste comme une étape dans le changement de société est enfermé dans un piège terrible qui le conduira à ne pas être en capacité de jouer son rôle de parti révolutionnaire. La suite est malheureusement bien connue.

5. La CGT acteur majeur des luttes revendicatives.

Tout au long de la période qui a précédé 1968 comme dans le déroulement des luttes sociales de cette période, la CGT en a été l'acteur syndical majeur. Elle a montré sa capacité à faire vivre la démocratie ouvrière dans un conflit long et complexe. Elle sort grandie de cet événement. Cependant sa stratégie unitaire avec la CFDT traduite par l'accord CGT-CFDT va brouiller les cartes aux yeux de beaucoup de travailleurs et en particulier des jeunes. La direction de la CFDT pratiquant une surenchère verbale autour du socialisme et de l'autogestion sans aucun contenu de classe. Comment en effet, parler d'autogestion si ne

sont pas remis en cause les fondements même du système d'exploitation capitaliste. C'est sur cette vague, portant une volonté de changement, que les forces social-démocrates, en particulier la FGDS, vont surfer pour détourner le mouvement populaire vers un changement sans risque pour le grand capital.

6. Mai 1968 : Un grand tournant de la vie politique et sociale de notre pays.

En 2018, dans un contexte certes différent où les luttes se développent, la question politique est elle aussi posée et les enseignements de Mai 1968 doivent nous être utiles. Comme le disaient Marx et Engels dans le **manifeste du Parti Communiste** en 1848 en parlant des luttes sociales: « *De temps à autre, les ouvriers triomphent ; mais pour un temps seulement. Le véritable résultat de leurs luttes n'est pas ce succès immédiat, mais l'union de plus en plus large des travailleurs* » et ils ajoutent : « *...toute lutte des classes est une lutte politique...* ». Cette affirmation renvoie à une question fondamentale : Il faut un parti révolutionnaire de la classe ouvrière capable de mener la lutte politique contre le capital et la bourgeoisie pour conduire le peuple à conquérir le pouvoir économique et politique. Sans ce parti et cette orientation, les luttes si nécessaires ne remettent pas en cause le capitalisme lui-même.

Certes, la bourgeoisie a bien reçu le message de Mai 1968, elle comprend que pour mener à bien les transformations que les monopoles capitalistes exigent pour se placer dans la concurrence mondiale, elle doit liquider les acquis des luttes sociales, privatiser le secteur nationalisé et public, en finir avec les droits qui protègent, relativement, les travailleurs de la concurrence sur le marché du travail et accélérer l'intégration au sein de la formation impérialiste qu'est la Communauté Européenne. Chaban Delmas entend rassembler les forces politiques autour du thème de la « *Nouvelle Société* ».

Ainsi, si momentanément le pouvoir reste dans les mains du parti gaulliste, les bases d'une alternance à « *gauche* » sans risque pour le capital et permettant de faire accepter aux salariés des changements profonds au bénéfice des monopoles sont-elles posées.

En guise de conclusion provisoire.

Les événements de Mai 1968 nous rappellent que seuls des mouvements sociaux de grande ampleur sont susceptibles de faire reculer, au moins provisoirement, le patronat et le pouvoir politique à son service. Ce sont bien les luttes, que l'on appelle aujourd'hui, convergentes, unies et déterminées de larges fractions du salariat conduite par une organisation syndicale de classe qui sont en mesure d'imposer ces reculs. Ils nous indiquent aussi que sans une bataille de classe politique indiquant le chemin de la prise du pouvoir par la classe ouvrière et les travailleurs, toutes les manœuvres sont possibles pour détourner de cet objectif et imposer une alternance sans risque pour le grand capital. Car c'est bien la question du pouvoir politique qui est posée. Seule la prise du pouvoir par la classe ouvrière et ses alliés est de nature à permettre d'abattre le système capitaliste. C'est bien là la question politique majeure et tout cela nous conforte dans l'idée que l'urgence est bien dans notre pays de construire cette force politique : le parti révolutionnaire. C'est ce que nous faisons depuis 2002 avec COMMUNISTES et que nous vous appelons à développer avec nous.

Paris le 14 mai 2018